

Le nouveau visage des alliés

La politique étrangère américaine après le printemps arabe

KHALIL MARRAR, PHD*

Les événements du printemps arabe, puis de l'hiver islamiste, ont induit une révolution sans précédent dans l'approche américaine à l'égard du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Ce constat s'applique tout particulièrement à l'évolution des relations internationales avec les trois grands blocs de la région : les États arabes, l'Iran et Israël. Pour chacun d'eux, les artisans de la politique américaine ont en effet été contraints de se réorienter vers une nouvelle voie stratégique, qui leur était peut-être aussi moins familière¹. Comme cela a déjà été démontré, en dépit des influences de l'opinion publique et de la multitude de groupes de pression auxquelles la politique américaine a été exposée, que ce soit avant ou après le printemps arabe, les changements intervenus à ce moment dans la région ont joué un rôle déterminant dans la façon dont les États-Unis ont appréhendé la poursuite de leurs intérêts². Le présent article examine la mesure dans laquelle ces changements ont interagi avec la politique américaine³. Pour ce faire, nous tenterons de répondre à la question suivante : pourquoi le printemps arabe et l'hiver islamiste qui a suivi ont-ils incité les responsables politiques américains à considérer le rapprochement avec l'Iran comme une priorité fondamentale et à rééquilibrer ses alliances avec Israël et les États arabes⁴ ? Cette question s'articule autour des dernières évolutions qui ont émaillé la stratégie américaine et qui influenceront encore l'approche à venir du gouvernement vis-à-vis de cette région⁵.

Pendant des décennies, la stratégie américaine présupposait un soutien à Israël et un appui aux états sunnites contre le pouvoir chiite de Téhéran, de Damas, du sud du Liban, de la région du golfe Persique autour de l'Iran et d'ailleurs. À l'inverse, après le printemps arabe, l'approche des États-Unis a évolué, se faisant progressivement plus floue. Parallèlement, les développements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord qui ont provoqué tant de bouleversements et de guerre (et qui n'étaient en aucun cas issus d'un quelconque

*L'auteur est professeur de sciences politiques et juridiques à la *Governors State University*, dans l'État de l'Illinois, aux États-Unis. Ses recherches sont essentiellement axées sur la zone de convergence de la politique générale du gouvernement et des Affaires étrangères. Auteur de l'ouvrage *The Arab Lobby and US Foreign Policy: The Two-State Solution* (Routledge, 2010), le professeur Khalil Marrar travaille actuellement sur un nouvel opus intitulé *Middle East Conflicts: The Basics*, à paraître chez Routledge en 2016. Il donne des conférences et mène des recherches sur la diaspora arabe et musulmane, en se concentrant plus particulièrement sur leurs préférences politiques. Khalil Marrar enseigne la politique américaine, la politique internationale, la politique comparative et la politique du Moyen-Orient. Il adresse ses remerciements à Marvin Bassett, Rémy Mauduit, John Mearsheimer et Shaiel Ben-Ephraïm pour leur contribution respective. Il dédie le présent article à Mousa Marrar.

complot occidental, comme le pensent certains), ont suscité de nombreuses remises en question dans le chef des responsables politiques américains⁶. Par conséquent, les nouveaux défis qui se sont imposés à la politique étrangère (voir tableau ci-dessous) ont pratiquement éclipsé les retraits de l'Irak et de l'Afghanistan et ont mis en exergue des situations relevant de préoccupations plus urgentes que les problèmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Parmi ces éléments de politique étrangère, citons le célèbre « pivot vers l'Asie » et les tentatives de contrer les activités de la Russie en Europe de l'Est par l'intermédiaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)⁷.

Tableau Révoltes et conséquences

<i>État</i>	<i>Année de révolte</i>	<i>Changement de régime</i>	<i>Territoire intact</i>	<i>Guerre civile</i>
Afghanistan	2010	O	O	X
Algérie	2010	O	X	O
Bahreïn	2011	O	X	O
Djibouti	2011	O	X	O
Égypte	2011	X	O	O
Érythrée	2011	O	X	O
Iran	2009	O	X	O
Irak	2012	O	O	X
Israël	2011	O	X	O
Jordanie	2011	O	X	O
Koweït	2011	O	X	O
Liban	2011	O	O	O
Libye	2011	X	O	X
Mauritanie	2011	O	X	O
Maroc	2011	O	X	O
Oman	2011	O	X	O
Palestine	2012	O	O	O
Qatar	2011	O	X	O
Arabie saoudite	2011	O	X	O
Somalie	2011	O	O	O
Soudan	2011	O	O	O
Syrie	2011	O	O	X
Tunisie	2010	X	X	O
Turquie	2012	O	X	O
Émirats arabes unis	2011	O	X	O
Sahara occidental	2011	O	X	O
Yémen	2011	X	O	X
X=Oui	O=Non			

Le printemps arabe et l'hiver islamiste

Lorsqu'un marchand ambulant de 26 ans s'immole par le feu en plein Tunis pour protester contre la corruption de la police, personne n'imagine alors que cet acte conduira à des révoltes d'une telle ampleur qu'elles renverseront le gouvernement en place. Cet incident en Tunisie déclencha une série d'événements qui modifieront en profondeur le paysage politique moderne du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Les changements mis en œuvre dans cette région affecteront considérablement le monde musulman, de l'Afghanistan à Zanzibar. Bien que la période précédant la révolte ne se distingue ni par l'efficacité de sa gouvernance ni par sa prospérité, elle offrait au moins aux analystes de la région une orientation claire pour mener leurs réflexions, a fortiori compte tenu de la nature centralisée et de la longévité des régimes au pouvoir⁸. Dans la mesure où ils dirigeaient leur pays sans que la population y soit associée, ou si peu, les gouvernements du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord étaient des subalternes dépendants de la politique américaine. Toutefois, au cours de la première décennie du XXI^e siècle, la réponse aux attentats du 11 septembre, dont les interventions en Afghanistan et en Irak, a influencé la région de façon imprévisible et irréparable.

De façon similaire, le printemps arabe de la décennie suivante marquera un changement qui restera à jamais dans l'histoire. Cette révolution a incité le plus grand nombre à espérer un monde dans lequel ils pourraient vivre librement, même si la plupart d'entre eux, particulièrement dans les zones sans foi ni loi de Syrie et d'Irak, de Libye et du Yémen, se sont embourbés dans une guerre civile hobbesienne, caractérisée par une vie « solitaire, misérable, cruelle, animale et brève⁹ ». Les rêves qu'avait suscités le printemps arabe étaient indéniables, mais pour beaucoup trop de gens, les résultats qui en découlèrent étaient toujours aussi morbides. Dans ce contexte mouvementé, les régimes du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord essayaient, tant bien que mal, de gouverner. Alors que tous essayaient désespérément de préserver leur existence et leur autorité, nombre d'entre eux échouèrent. Les décisions américaines se devaient de tenir compte de cette nouvelle réalité, surtout au vu de la tournure des événements, où les régimes, nouveaux et anciens, se débattaient pour maintenir le cap dans la tempête du printemps arabe.

Ladite tournure n'a épargné personne. Après une brève expérience de la démocratie, l'Égypte, État le plus peuplé des nations arabes, a renversé les Frères musulmans pour retourner à un état policier encore plus brutal qu'il ne l'était sous le président Hosni Moubarak¹⁰. En plus de surseoir aux libertés politiques, le gouvernement d'Abdel Fatah al-Sisi s'est rendu coupable d'actes de torture, d'assassinats et d'arrestations abusives contre tout segment de l'Égypte qui lui inspirait une quelconque menace. Ces actions comprenaient l'emprisonnement et l'exécution extrajudiciaire de chefs spirituels du mouvement des Frères musulmans et de leurs sympathisants, de même que des mesures non moins contestables sur les partis progressistes, en particulier ceux dont les activités portaient sur la protection des libertés individuelles et des droits fondamentaux¹¹.

En outre, le gouvernement al-Sisi a restreint la liberté de la presse et emprisonné des journalistes pour des reportages jugés contradictoires avec les versions approuvées par

l'État. Ces actions, bien que similaires à celles menées sous tout régime autoritaire, ont porté la violence et les atteintes à la mobilisation politique et à la liberté d'expression à un niveau encore jamais atteint¹². Dans ce contexte, les États-Unis avaient bien peu d'options à leur disposition pour forcer leurs alliés à respecter leur population et n'ont donc que peu agi pour arrêter cette gouvernance devenue incontrôlable à la suite du coup d'État. Dans les faits, l'aide militaire américaine apportée à l'Égypte s'est poursuivie sans discontinuer. Même si certaines critiques ont dénoncé l'attitude des États-Unis, la voyant comme un complot visant à diviser les Égyptiens tout en privilégiant les intérêts d'autres pays de la région, Israël en premier, personne ne peut nier que le traité de paix entre les deux pays a été une condition préalable de l'appui américain au régime militaire¹³.

Bien que différente de la politique menée envers Égypte et d'autres états dans la tourmente, l'approche envers la Syrie, en dépit de la condamnation du régime de Bachar al-Assad par les responsables politiques américains, qui exigeaient son retrait de la scène politique, n'a pas permis d'atteindre cet objectif. Les « lignes rouges » établies par l'administration Obama pour contrer le déploiement d'armes chimiques et le fait que le régime, par des moyens conventionnels, ait tué des centaines de milliers de citoyens, provoquant des déplacements de population par millions, n'y ont rien changé. La vérité est que l'action américaine a décidé de laisser Bachar El Assad au pouvoir, tout en ciblant des groupes comme l'État islamique (EI)¹⁴. À l'instar d'autres organisations militaires, l'EI a pendant longtemps été classé par le département d'État américain comme une organisation terroriste constituant une menace immédiate à la sécurité nationale et régionale¹⁵.

Comme ce fut le cas en Égypte, les États-Unis, à travers leurs initiatives et leur inaction, se sont pliés à cette réalité émergente, contredisant ses grandes déclarations sur la dignité humaine ou la nécessaire éviction de Bachar al-Assad, estimant probablement qu'une telle prise de position était la seule chose à faire. Au lieu de cela, l'approche américaine a privilégié la médiation politique au niveau régional avec des acteurs de longue date et leurs centres de pouvoir plutôt qu'avec de nouvelles parties, que ce soient les Frères musulmans en Égypte ou l'Armée syrienne libre, indépendamment de leurs antécédents en matière de violation de droits ou de répression. La préférence fut ainsi accordée aux gouvernements d'état, même si ces derniers privaient leur population de tous leurs droits, sans aucun égard pour les condamnations de la communauté internationale. Du point de vue des habitants du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ce traitement de faveur s'avéra particulièrement troublant, puisque justement, à la suite du printemps arabe, de nombreux régimes avaient davantage souffert d'une perte de légitimité et d'une défection massive. Malgré ces développements, les États-Unis ont opté pour le *statu quo ante bellum*, que ce soit en continuant à fournir son assistance au Caire ou en tergiversant sur les atrocités commises par Damas¹⁶.

L'approche américaine à la fois à l'égard de l'Égypte et de la Syrie, bien qu'étant insatisfaisante pour de nombreuses personnes, restait néanmoins compréhensible à la lumière des mesures prises par l'Occident en Libye¹⁷. Conséquence directe du renversement de Mu'ammār Gadhafi, ce pays n'était déjà plus qu'un état en perdition. Lorsque le nouveau régime prit le pouvoir, le gouvernement de transition, gêné par les querelles

ethniques et de clans et divisé entre Tripoli et Benghazi, fut immédiatement saisi de paralysie politique¹⁸. L'ordre précédemment mis en place sous Kadhafi avait été réduit à néant, en grande partie du fait de l'intervention militaire occidentale. Ainsi, et indépendamment de la façon dont les États-Unis ont dirigé les opérations, la campagne conduisit au lynchage et à la mise à mort du dictateur libyen et celui-ci ne sera remplacé que par des seigneurs de guerre se disputant le pouvoir, que ce soit à travers des élections acrimoneuses ou des combats de rue effroyablement sanglants.

Le cas de la Libye, bien que rare en termes d'efforts humanitaires occidentaux, a suffi à démontrer les dangers de l'ingérence dans les révoltes arabes¹⁹. Kadhafi était loin d'être la figure idéale pour faire valoir les intérêts occidentaux et tout spécialement américains dans la région. Toutefois, il offrait au moins aux décideurs politiques un interlocuteur avec qui traiter, certes émotionnellement imprévisible, mais politiquement stable. Cet élément avait une importance particulière, non seulement parce que la Libye était voisine de l'Égypte, partenaire vital pour les États-Unis, mais également parce que Tripoli apportait une sécurité relative à la côte méditerranéenne et aux immenses gisements de pétrole et de gaz du pays, qui font partie des plus importants d'Afrique²⁰. Et même si la chute de Kadhafi offrit aux Libyens de l'espoir et l'opportunité de s'investir dans leur propre gouvernance, le nouveau régime se montra incapable de mettre à leur disposition les fonctions étatiques de base. Il ne parvint pas non plus à maintenir le niveau de sécurité jugé vital par les pays occidentaux et les États-Unis, sans parler du peuple libyen lui-même.

Ailleurs dans la région, la situation restait tendue et sujette aux changements imprévisibles observés en Égypte, en Libye, en Syrie et en Tunisie. Dans tout le nord de l'Afrique, plusieurs états ont annoncé des réformes visant à garantir une transparence et une libéralisation encore inconnues jusqu'alors²¹. Plus à l'est, à travers une double approche consistant d'une part à fournir des incitants généreux aux personnes faisant allégeance à leur régime et en réservant d'autre part de sévères châtements à ceux qui le refuseraient, les pays du golfe Persique ont étouffé les protestations et les appels à plus de démocratie²². Dans d'autres cas, des états comme la Turquie, la Jordanie et le Liban, en dépit des problèmes liés à leurs querelles intestines et à la volonté persistante de leur population de voir naître un renouveau économique, social et politique, ont continué à accueillir des dizaines de milliers de réfugiés syriens. En bref, pour maintenir l'ordre établi sur lequel reposait une grande partie des intérêts occidentaux, et tout spécialement américains, il n'était plus possible de faire confiance aux états considérés comme faisant partie des alliés historiques des États-Unis au Moyen-Orient et en Afrique du Nord²³. Alors qu'ils cherchaient à faire face au flot de troubles en leur sein, les états de la région se trouvaient dans l'incapacité de jouer leur rôle d'alliés accommodants désireux de séduire l'Europe et les États-Unis dans l'espoir de retours substantiels avec un minimum d'investissements. Par ailleurs, alors que le paysage géopolitique poursuivait sa transition après le printemps arabe, une vieille question refit surface : les relations avec Israël et l'Iran.

Équilibre régional : une histoire qui se répète ou un « Retour vers le futur » ?²⁴

Peu avant que la Maison-Blanche et le Congrès ne se disputent l'invitation du premier ministre israélien, une phrase vint résumer les tensions entre Washington et Tel-Aviv, alors que la politique américaine évoluait vers la région occupée par Israël : « poule mouillée ». Il faut bien admettre que l'expression n'est pas courante dans le jargon diplomatique des hommes d'État américains, tout spécialement en référence à des alliés proches. Elle aurait pourtant été utilisée par un représentant officiel (anonyme) à propos du premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou²⁵. La raison de cette invective n'a jamais été réellement connue. Il se peut qu'elle soit liée à l'éternel refus d'Israël d'entreprendre une action militaire unilatérale contre l'Iran. Le pays avait en effet toujours choisi de laisser agir les États-Unis, lui imposant ainsi sa volonté. Même si les paroles n'ont pas le poids des actes, il est évident que l'alliance américano-israélienne a perdu l'éclat qu'elle avait par le passé. Ajoutons que l'évolution de cette relation n'est pas le simple fruit de la fin de la rivalité de la Guerre froide. Ce n'était pas non plus le résultat d'une approche politique différente de la Maison-Blanche. En effet, si cela ne tenait qu'au président, a fortiori compte tenu de la pression du congrès, la relation entre Israël et les États-Unis serait plus cordiale que jamais²⁶. Ainsi, en termes de « loyauté » vis-à-vis d'Israël, Barack Obama est très proche de son prédécesseur George W. Bush²⁷. De façon analogue, les huit congrès élus au cours des deux mandats présidentiels ont toujours déclaré qu'Israël restait un allié de choix des États-Unis²⁸. Mais si ce sentiment a toujours été un élément crucial de la relation entre les États-Unis et Israël, il n'a pas induit de changement dans la stratégie américaine qui, ces dernières années, a été à l'encontre des intérêts israéliens, tels qu'ils ont été exprimés par ses dirigeants, que ce soit par le biais de ses nombreux premiers ministres ou d'autres membres de la Knesset²⁹.

Le premier ministre Nétanyahou a illustré un des éléments ayant favorisé cette situation dans un discours prononcé devant les Nations Unies. Alors que l'Iran présentait son nouveau président au monde en la personne de Hassan Rouhani, le premier ministre israélien le désignait comme un « loup déguisé en agneau », à l'image de Mahmoud Ahmadinejad, son prédécesseur, que Nétanyahou avait dépeint comme un « loup déguisé en loup³⁰ ». Malgré cette rhétorique animalière peu flatteuse, les États-Unis ont poursuivi leur politique de rapprochement avec l'Iran du président Rouhani, qui conduisit à une première percée diplomatique entre les deux nations depuis la Révolution islamique iranienne³¹. Les hauts représentants de la Maison-Blanche comprenaient l'intérêt de meilleures relations avec l'Iran, en dépit des dénonciations et des liens renoués entre le pays et d'autres alliés clés des États-Unis³². Par ailleurs, les États-Unis ont poursuivi leurs intérêts en négociant avec l'Iran, alors que ces mêmes alliés faisaient face à de graves menaces pour leur sécurité³³. Dans les cercles politiques de Washington, il devint manifeste que la vision de l'Iran comme la menace par excellence de nombreux partenaires musulmans sunnites et de l'État juif ne signifiait pas que les États-Unis devaient renoncer à renouer les liens avec le pays pour apaiser leurs alliés traditionnels³⁴. Concrétiser ce projet s'avérait

même particulièrement important compte tenu du fait que les relations avec la plupart de ces alliés durent s'adapter au renversement ou la reconfiguration de leur régime à la suite du printemps arabe, comme évoqué précédemment.

Plusieurs décennies avant le printemps arabe, deux facteurs ont ancré la stratégie américaine dans la région³⁵. Tout d'abord, de nombreux présidents et congrès ont adopté une approche hostile vis-à-vis de l'Iran. La diplomatie avec la République islamique s'opérait par l'entremise d'un tiers, qui impliquait souvent la présence d'un pays nordique. Ensuite, pour reprendre les mots du président Obama, Israël a toujours été l'allié « le plus proche » des États-Unis. Ces deux ancrages ont perduré, mais ils ont été remis en question et même mis à mal par une réalité émergente : les négociations directes avec l'Iran sur son programme nucléaire. Ces négociations se sont élargies pour prendre la forme d'une question plus globale sur le rôle de l'Iran dans la région et sur sa place sur la scène internationale. Elles ont également permis d'apaiser les relations houleuses des États-Unis avec Israël et les états arabes sunnites, qui sont restés les ennemis jurés de la République islamique. Alors que l'opposition régionale entre l'Iran et ses rivaux demeurait plus marquée que jamais, l'Irak changea la donne (particulièrement l'invasion américaine de ce pays et le renversement du régime sunnite présidé par Saddam Hussein³⁶).

La construction de la nation qui s'ensuivit en Irak, bien que peu satisfaisante pour sa faction chiite majoritaire, détricota la stratégie régionale mise en place pendant des décennies par les États-Unis. À Bagdad, après la guerre civile et les élections ayant permis son accession au pouvoir, le gouvernement chiite se rapprocha, subrepticement, de son homologue de Téhéran³⁷. De son côté, ayant alors écarté les baathistes de sa route, l'Iran profitait de l'opportunité pour imposer son pouvoir retrouvé au Moyen-Orient. Le pays aida la majorité chiite irakienne à consolider ses atouts en écartant les minorités, avec un accent plus marqué sur les sunnites, les Kurdes et les chrétiens. L'Iran apporta également son soutien aux branches armées de groupes opposés à Israël, comme le Hezbollah là et le Hamas³⁸. Parallèlement, le pays épaula le régime d'Assad à maintenir sa fragile mainmise en Syrie et précipita le renversement du régime au Yémen soutenu par les États-Unis, qui menaçait l'Arabie Saoudite voisine et agitait le reste des états du golfe. Pendant des années, l'Iran évita ingénieusement les sanctions occidentales. Sur la scène internationale, le pays profita de ses relations avec la Syrie, qui préservait pour sa part ses relations commerciales avec la Russie, malgré la répression et la guerre civile dont elle faisait l'objet³⁹. L'Iran bénéficia de ce fait de concessions de la part de la Russie, ce qui, au mieux, émoissa les sanctions imposées par les États-Unis et, au pire, les rendit inopérantes, notamment sur la question du programme nucléaire⁴⁰.

L'administration Obama décida alors d'entamer des négociations avec l'Iran sur trois questions : satisfaire l'appétit de la République islamique en matière d'énergie ; exclure toute agression militaire par les États-Unis ou Israël, à condition d'accepter un système de contrôle et d'inspection ; et surtout remettre le pays sur la voie de la normalisation et de l'adhésion à la communauté internationale. Ces trois questions prirent moins d'une décennie pour se concrétiser et formèrent la base des futures relations entre les États-Unis et l'Iran. Pour parvenir à ce stade de réconciliation, les Iraniens usèrent de

moyens de pression vis-à-vis de Washington, a fortiori à l'égard de la stabilité en Irak, en Syrie, au Yémen, et même en Afghanistan. Les négociations avec l'Iran ont également ouvert la voie à une dégradation de l'alliance syrienne avec la Russie, un élément prépondérant pour la préservation de l'influence américaine dans la région⁴¹. Conjointement à ces objectifs, l'Iran mettrait un terme à la menace nucléaire posée à ses voisins et, une fois pour toutes, deviendrait un parti signataire du Traité de non-prolifération des armes nucléaires. L'adhésion au traité permettrait à l'économie iranienne de développer son programme nucléaire uniquement à des fins énergétiques et de répondre ainsi à la demande.

En outre, la normalisation iranienne serait non seulement susceptible de marquer la fin des sanctions à son encontre, mais pourrait également indiquer qu'elle ne craint pas ses rivaux, particulièrement à l'égard d'une attaque de ses infrastructures nucléaires. Par cette percée diplomatique, l'Iran jouirait de facto aussi d'une place de choix pour participer à la résolution des grandes questions de la scène régionale et internationale. Et comme tout autre pays influent du Moyen-Orient, la République islamique d'Iran bénéficierait d'une grande latitude pour décider de ses propres affaires intérieures. En effet, un accord pouvait marquer la fin de plusieurs décennies d'hostilité et de guerre potentielle avec d'autres puissances dans la région, dont évidemment les États-Unis ou Israël, une avancée convoitée par Téhéran depuis la fondation même de sa République islamique⁴². De même, une normalisation représenterait une opportunité pour dégeler les relations avec son grand rival américain qui, grâce à sa surpuissance et à son influence géopolitique, avait réprimé l'acceptation de l'Iran comme un pays ayant ses propres intérêts sur la scène internationale, sans parler de ses sphères d'influence immédiates.

De l'autre côté de la région, les discussions avec l'Iran, indépendamment de leurs implications positives pour Washington et Téhéran, compliquèrent les relations entre les États-Unis et leurs alliés traditionnels au Moyen-Orient. Si la Turquie, un membre influent de l'OTAN et un allié déclaré des États-Unis, avait toujours entretenu un minimum de bonnes relations avec l'Iran, d'autres alliés du Moyen-Orient, à l'exception du Qatar, percevaient tout processus de normalisation avec Téhéran comme une menace importante à leur influence. Les relations américaines avec des alliés tels que l'Arabie Saoudite et la plupart des autres états du golfe Persique, ainsi que l'Égypte, la Jordanie et Israël en particulier, dépendaient d'une nécessaire adoption de leur antipathie vis-à-vis de l'Iran. Les tensions entre la République islamique d'Iran et les états arabes sont fortes d'une longue histoire, alimentée par des fondements idéologiques qui opposèrent une approche théocratique révolutionnaire à des régimes séculaires souvent réactionnaires et hautement monarchiques ou dictatoriaux (à l'exception de l'Arabie Saoudite, état théocratie arabe sunnite diamétralement opposé à la dominance iranienne chiite). Bien que cette dernière ait été une proche alliée des États-Unis, une amitié antérieure à la Seconde Guerre mondiale, mais qui s'est poursuivie par la suite, l'Iran, après la chute du Shah et la fin de la Révolution islamique, a été un révélateur des projets américains dans la région⁴³.

Les motivations de la coopération américano-arabo-israélienne contre l'Iran présentaient plusieurs facettes. Toutefois, il suffit d'indiquer que les tendances autoritaires régionales, dictées par les États-Unis depuis la fin des années 1960 et le début des années,

imposaient de s'opposer au renversement de tout régime dans la région⁴⁴. Le gouvernement du Shah représentait le statu quo, même si ce qui le remplaça était tout aussi autoritaire. Cependant, la nature religieuse et antiaméricaine de la Révolution islamique impliquait que les États-Unis devaient rallier ses partenaires à sa cause contre les mollahs de Téhéran. Ces partenaires abhorraient de leur côté la ferveur révolutionnaire chiite qui balayait l'Iran, une des plus grandes et des plus anciennes nations du monde. Par conséquent, leur alliance avec les États-Unis était censée contrer les passions théocratiques révolutionnaires de l'Iran pour des motifs religieux, idéologiques et/ou politiques qui leur étaient propres et qui sont trop nombreux et trop complexes pour être examinés en profondeur dans le présent article⁴⁵.

Depuis 1979, maîtriser l'Iran était donc la priorité des décideurs politiques américains. Ils y parvinrent, malgré le coût de l'incertitude régionale engendré par cette action. Exemple frappant : alors que l'agitation de la Révolution islamique était à peine retombée, les États-Unis assistèrent l'Irak dans l'invasion de son voisin iranien. Par ailleurs, même si Saddam avait à son compte une longue histoire de brutalités qui contredisaient les valeurs américaines, le choix entre une révolution antiaméricaine théocratique et un dictateur séculaire qui gardait un esprit ouvert sur ses alliances s'imposa de lui-même aux dirigeants américains⁴⁶. Ainsi, pendant la longue et sanglante guerre Iran-Irak, les États-Unis apportèrent à Saddam Hussein un soutien matériel complet dans ses efforts contre la République islamique d'Iran. La guerre se termina dans une impasse et par la mort de plus d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants, dans certains tués par des armes de destruction massive. Pourtant, aussi bien le gouvernement du Baath que le leadership clérical iranien survécurent et continuèrent à perturber la stabilité visée par les États-Unis dans la région à long terme. À plus brève échéance, toutefois, l'alignement de Washington et de Bagdad permit d'atteindre l'objectif de contrôler l'Iran.

En faisant un rapide bond en avant, on remarque que quelques décennies plus tard, l'exécution de Saddam Hussein allait priver les États-Unis d'un pilier important dans la région et ne servirait par leurs intérêts. Le vide de pouvoir créé par le renversement du régime du Baath en Irak laissait en effet le champ libre à la majorité chiite du pays et à ses coreligionnaires en Iran comme jamais auparavant. Les États-Unis avaient une quantité d'options à leur disposition, mais aucune d'entre elles n'était réellement satisfaisante pour concrétiser leurs objectifs. Au pire, se priver d'un contrôle de l'Iran impliquait une menace majeure pour Israël et les états sunnites en raison de la présence dans la région d'une République islamique nucléaire. Au mieux, cela impliquait une prolifération nucléaire débridée dans tous les pays de la région. Aucun des scénarios ne servait les intérêts des États-Unis ou de leurs alliés, où qu'ils soient⁴⁷.

De même, une confrontation militaire avec l'Iran pour éviter ces deux cas de figure, a fortiori compte tenu des suites fâcheuses de l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, aurait mis le pays à mal vis-à-vis d'une opinion publique et d'une classe politique de guerre lasse. D'autant que bombarder l'Iran aurait eu des conséquences sans précédent sur une région déjà ravagée par les conflits. Parallèlement aux répercussions du printemps arabe, une hypothétique guerre aurait comporté des risques infondés et inacceptables

pour les intérêts américains et ceux de leurs alliés⁴⁸. Par conséquent, le seul dénouement un tant soit peu digeste, bien qu'amer, était d'engager des négociations avec l'Iran. L'administration Obama opta donc pour cette approche, en dépit des critiques souvent acerbes dont elle fit l'objet de la part de ses détracteurs, à la fois en son sein et à l'étranger⁴⁹. De vives réprimandes furent adressées par Israël et ses partisans aux États-Unis, actifs à Washington ou ailleurs. Dans la région, certains alliés arabes ont accusé l'administration américaine de trahison à la suite de ses négociations avec Téhéran⁵⁰.

Toutefois, les intérêts américains ont primé sur tout le reste. Consciente de ses intérêts et de la menace d'un nouvel imbroglio prolongé au Moyen-Orient, comme l'aurait très certainement provoqué une guerre avec l'Iran, l'administration Obama choisit d'emprunter la prudente voie de la diplomatie. Même si la fin de cette route, quel qu'en soit l'aboutissement, restait imprévisible, c'était l'une des seules options restantes après les coûteuses erreurs commises au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. En effet, dans le cadre de ce que de nombreux représentants politiques de la Maison-Blanche et du congrès ont qualifié de « milieu hostile », les états américains n'avaient que peu de latitude et encore moins de partenaires désireux de s'attaquer à l'épineuse question des activités nucléaires iraniennes⁵¹.

Indépendamment du niveau de développement, en ce compris le nombre de centrifugeuses potentiellement détenues par Téhéran, et malgré la caricature de bombe du gouvernement israélien présentée par Nétanyahou aux Nations Unies, la seule option restante était de s'engager dans un difficile processus diplomatique⁵². C'était précisément la raison pour laquelle l'administration Obama a entamé des négociations au sommet avec le gouvernement Rouhani. Les solutions alternatives restaient certes obscures, mais si l'Iran poursuivait sur la voie nucléaire, les États-Unis et leurs alliés n'auraient pratiquement eu d'autres choix que l'action militaire⁵³. Les Iraniens le savaient très bien, d'où leur volonté, voire leur enthousiasme, de s'engager dans des négociations. L'Iran avait très peu à perdre, d'autant que son programme nucléaire, en dépit des assourdissantes condamnations qui avançaient le contraire, n'en était qu'à ses balbutiements, alors que son économie croulait déjà sous le poids de sanctions renforcées⁵⁴. Le choix de l'élite en place à Téhéran était clair : les négociations éliminaient la menace d'une guerre perdue d'avance contre l'Occident. Elle offrait également à son pays une opportunité d'être accepté par la communauté internationale en un minimum d'efforts, en dehors des avantages de l'abandon d'un programme nucléaire, qui était loin de constituer une menace crédible aux yeux des autres pays. En réalité, le développement nucléaire iranien ne faisait que nuire à la République islamique à l'échelle nationale et internationale, comme le prouvait l'opposition suscitée à ces deux niveaux⁵⁵.

Conclusion : des intérêts renouvelés et une région au nouveau visage

Le principal argument de notre article avance que le changement d'approche des États-Unis à l'égard du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a été guidé par la volonté

du pays de garantir la stabilité et l'équilibre des pouvoirs entre les principaux acteurs de la région, en ce compris les états arabes, l'Iran et Israël. Au cours de la période d'instabilité consécutive au printemps arabe et à l'hiver islamiste, les pertes de légitimité, d'autorité et/ou d'intégrité territoriale ont impliqué la perte pour les États-Unis de certains de leurs alliés traditionnels. En outre, l'importance croissante de l'Iran en termes d'influence sur l'Irak, la Syrie, l'Afghanistan et le Yémen, ainsi que le potentiel déstabilisateur de ses desseins nucléaires, a renforcé la position de Téhéran sur le grand échiquier de la stabilité régionale.

En réponse aux révoltes et aux évolutions subséquentes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les États-Unis ont été réduits à un traditionnel exercice d'équilibre, par lequel ses amis et ses ennemis ont été traités en fonction de leur utilité pour les intérêts et de leurs liens avec les perspectives des États-Unis. Washington a opté pour une région où différents blocs se tiennent mutuellement à l'œil. L'administration américaine a choisi cette voie malgré les appels pro-israéliens et pro-saoudiens, explicites et implicites, à bombarder les infrastructures nucléaires iraniennes ; un acte qui aurait bouleversé encore davantage une région déjà ravagée par l'instabilité et qui aurait avorté toute tentative de rendre la stabilité à un pays qui est à la fois le cœur pétrolier du monde et une passerelle stratégique entre l'Europe et l'Extrême-Orient⁵⁶. En d'autres termes, la voie diplomatique était le seul et unique antidote à une guerre dont les conséquences catastrophiques auraient dévasté la région⁵⁷.

Au pire, la scène internationale craignait que des négociations avec l'Iran ne conduisent à un blocage et à un recours aux armes nucléaires, comme dans le statu quo. Au mieux, elles auraient créé un contexte favorable aux intérêts américains sur le long terme : une région libérée des incertitudes liées à la prolifération nucléaire et où le renforcement de la souveraineté et de la stabilité garantissait les résultats escomptés de la part de tous les acteurs impliqués. La puissance de groupes tels que l'EI, Al Qaïda, et les nombreuses autres milices terroristes qui ont fait rage dans la région avant le 11 septembre et qui ont encore gagné en popularité après le printemps arabe est un élément qui a grandement contribué à l'option diplomatique⁵⁸. Ces groupes représentaient en effet une solide menace pour des états qui ont si longtemps joué les premiers rôles dans l'hégémonie américaine au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

En outre, alors que les gouvernements de la région changeaient de main et assistaient, impuissants, à l'échec de l'état, tout spécialement dans le cas de la Libye et éventuellement de la Syrie, de l'Irak et du Yémen, les États-Unis cherchaient une approche visant à limiter autant que possible les dommages pour les régimes établis dans la région⁵⁹. Ils ont ainsi opté pour des négociations avec l'Iran afin de réunir les conditions d'une possible stabilisation de la Syrie et de favoriser le maintien de la sécurité et de l'intégrité des voisins de l'Iran, tout particulièrement de l'Irak, mais aussi de l'Afghanistan⁶⁰. Ces résultats s'avéraient particulièrement importants à une ère marquée par le retrait progressif ou complet des forces militaires d'une part, et par l'augmentation et l'intensification de la présence militaire dans de nombreuses autres parties de la région d'autre part. Ces deux

aspects ont constitué l'essentiel de la politique étrangère de la présidence d'Obama dans la région⁶¹.

À défaut de s'asseoir à la table des négociations avec l'Iran et en privilégiant une approche visant à éliminer la République islamique, qui occupait une position prépondérante dans une région importante pour les intérêts américains, de tels résultats auraient été hors d'atteinte. Malgré le contrôle retrouvé sur les principales problématiques autour de l'Iran, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ne seront plus jamais les mêmes après les événements du printemps arabe et de l'hiver islamiste. Plutôt que de chercher à tout prix une voie royale pour concrétiser leurs intérêts nationaux, les États-Unis, à travers leurs politiques, se sont engagés dans une opération de sauvetage, dont la logique décisionnelle s'est écartée de la poursuite d'un idéal pour se rapprocher d'une attitude davantage marquée par la sobriété et la raison. Loin de découler uniquement des décisions politiques prises à Washington, les développements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sont également le résultat des catalyseurs des différentes approches adoptées à l'égard de la région. Ils en tireront eux aussi parti à l'avenir.

Notes

1. Compte tenu de ces changements, nous pourrions décrire l'approche politique et diplomatique des États-Unis comme étant empreinte d'un important « antagonisme entre libéralisme et réalisme ». Voir KENNAN, George F., *American Diplomacy*, introduction de John J. Mearsheimer, édition augmentée du 60^e anniversaire, éd., Chicago : University of Chicago Press, 2012, x. Pour un récapitulatif par pays, voir le tableau repris dans le corps du présent article.

2. Pour deux exemples, voir MEARSHEIMER, John J. et WALT, Stephen M., *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, New York : Farrar, Straus et Giroux, 2007 ; et MARRAR, Khalil, *The Arab Lobby and US Foreign Policy: The Two-State Solution*, New York : Routledge, 2010.

3. Concernant le cadre de la présente analyse, voir TOTTEN, Michael J., « Arab Spring or Islamist Winter? », *World Affairs*, janvier/février 2012, www.worldaffairsjournal.org/article/arab-spring-or-islamist-winter.

4. Pour un résumé de l'évolution des relations avec l'Iran, voir BLIGHT, James G. et al., *Becoming Enemies: U.S.-Iran Relations and the Iran-Iraq War, 1979-1988*, Lanham, MD: Rowman & Littlefield Publishing Group, 2012.

5. De nombreux articles ont été écrits sur cette question. Pour des exemples pertinents, voir KHALIDI, Rashid, *Resurrecting Empire: Western Footprints and America's Perilous Path in the Middle East*, Boston : Beacon Press, 2004 ; et OREN, Michael B., *Power, Faith, and Fantasy: America in the Middle East, 1776 to the Present*, New York : W. W. Norton & Company, 2007.

6. Pour une évaluation de cette position, voir HELFONT, Samuel, « Tariq Ramadan's Arab Winter », *New Republic*, 1^{er} octobre 2012, www.newrepublic.com/book/review/tariq-ramadan-islam-arab-awakening. Un grand nombre d'articles abordent cette question. Pour quelques exemples, voir LESCH, David W. et HAAS Mark L., *The Arab Spring: Change and Resistance in the Middle East*, Boulder, CO : Westview Press, 2012 pour une hyperbole optimiste ; et pour une diatribe islamophobique, voir ISRAELI, Raphael, *From Arab Spring to Islamic Winter*, New Brunswick, NJ : Transaction Publishers, 2013.

7. Pour une mise en garde contre les problématiques précédant le « pivot vers l'Asie », voir MEARSHEIMER, John, *The Tragedy of Great Power Politics*, New York : W. W. Norton & Company, 2014 ; et KAPLAN, Robert, *Asia's Cauldron: The South China Sea and the End of a Stable Pacific*, New York : Random House, 2014.

Sur l'action de la Russie en Europe de l'Est, voir VAN HERPEN, Marcel H., *Putin's Wars: The Rise of Russia's New Imperialism*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield, 2014.

8. Un vaste débat a par exemple vu le jour sur la différence entre les tendances autoritaires de la Turquie et de l'Iran. Indépendamment du type de régime concerné, les discussions sur le privilège à accorder à la stabilité (particulièrement sous les régimes idéalistes des présidents Bush et Obama), au détriment de toutes les autres questions ont fait leur retour dans les processus de décision. Dans ce contexte, l'observation des régimes en place sur la scène mondiale est restée une pratique bien établie, dont le présent travail a largement bénéficié. Par exemple, voir HADENIUS, Axel et TEORELL, Jan, « Authoritarian Regimes: Stability, Change, and Pathways to Democracy, 1972–2003 », *Kellogg Institute*, document de travail n° 331, novembre 2006, <https://kellogg.nd.edu/publications/workingpapers/WPS/331.pdf>.

9. HOBBS, Thomas, *Leviathan or the Matter, Forme & Power of a Commonwealth, Ecclesiasticall and Civill*. Cambridge, UK : Cambridge University Press, 1904, chap. 8. Pour une lecture moderne du cas particulier de la Syrie, voir RENWICK, Daniel, « Hobbes, Syria and the Importance of Stability », *Palestine Chronicle*, 3 janvier 2013, www.palestinechronicle.com/hobbes-syria-and-the-importance-of-stability/.

10. YOUNIS, Mohamed, « Egyptians See Life Worse Now than before Mubarak's Fall », sondage Gallup, 16 août 2013, www.gallup.com/poll/164015/egyptians-life-worse-mubarak-fall.aspx.

11. Ces actions ont été bien documentées. Voir KINGSLEY, Patrick, « Worse than the Dictators: Egypt's Leaders Bring Pillars of Freedom Crashing Down », *Guardian*, 26 décembre 2014, www.theguardian.com/world/2014/dec/26/sp-egypt-pillars-of-freedom-crashing-down.

12. BREMER, Jennifer, « Challenges to Governance Reform and Accountability in Egypt », dans *Public Administration and Policy in the Middle East*, éd. Alexander R. Dawoody, New York : Springer, 2015, pp. 83–101.

13. Pour cette thèse, voir QUMSIYEH, Mazin, « Israel and Western Countries Playing the Game of Divide and Conquer in the Middle East », *Al-Jazeera*, 11 juillet 2013, www.ccun.org/Opinion%20Editorials/2013/July/11%20o/Israel%20and%20Western%20Countries%20Playing%20the%20Game%20of%20Divide%20and%20Conquer%20in%20the%20Middle%20East%20By%20Mazin%20Qumsiyeh.htm.

14. Pour un résumé de l'approche spécifique à l'égard de l'EI, voir SCHMITT, Eric, « In Battle to Defang ISIS, U.S. Targets Its Psychology », *New York Times*, 28 décembre 2014, www.nytimes.com/2014/12/29/us/politics/in-battle-to-defang-isis-us-targets-its-psychology-.html?hp&action=click&pgtype=Homepage&module=first-column-region®ion=top-news&WT.nav=top-news&_r=0.

15. SINK, Justin, « ISIS Threat 'a More Immediate Concern' than Assad, Obama Says », *Hill*, 28 septembre 2014, <http://thehill.com/policy/defense/219144-obama-isis-a-more-immediate-concern-than-assad>.

16. Cette position est cohérente avec les pratiques politiques du passé. Voir GERGES, Fawaz A., « The Obama Approach to the Middle East: The End of America's Moment? », *International Affairs* 89, n° 2, 2013, pp. 299–323.

17. Voir KHOURI, Rami, « Arab Regime Change Is Best Left to Arabs », *Guardian*, 25 janvier 2012, www.theguardian.com/commentisfree/2012/jan/25/arab-regime-change-egypt-syria-iraq.

18. « Libya: The Next Failed State », *Economist*, 10 janvier 2015, www.economist.com/news/leaders/21638122-another-font-global-mayhem-emerging-not-helped-regional-meddling-and-western.

19. BEAUMONT, Peter, « One Year On: Chaotic Libya Reveals the Perils of Humanitarian Intervention », *Guardian*, 18 février 2012, www.theguardian.com/commentisfree/2012/feb/19/peter-beaumont-libya-intervention-gaddafi.

20. Pour une évaluation récente de la production pétrolière libyenne et de sa sécurité, voir CHMAY-TELLI, Maher, « Guard of Libyan Oil Port Calls in Strikes on Islamist Militias », *Bloomberg*, 30 décembre 2014, www.bloomberg.com/news/2014-12-25/libya-oil-ports-guard-calls-in-air-strikes-on-islamist-militias.html.

21. SZMOLKA, Inmaculada, « Political Change in North Africa and the Arab Middle East: Constitutional Reforms and Electoral Processes », *Arab Studies Quarterly* 36, n° 2, mars 2014, pp. 128–48.

22. BARANY, Zoltan, « Revolt and Resilience in the Arab Kingdoms », *Parameters* 43, n° 2, 2013, pp. 89–101.

23. Cette question a fait l'objet d'un débat animé. Pour un aperçu pertinent, voir GAUSSE III, F. Gregory, « Why Middle East Studies Missed the Arab Spring: The Myth of Authoritarian Stability », *Foreign Affairs*, juillet/août 2011, www.foreignaffairs.com/articles/67932/f-gregory-gause-iii/why-middle-east-studies-missed-the-arab-spring.

24. MEARSHEIMER, John J., « Back to the Future », *International Security* 15, n° 1, été 1990, pp. 5-56.

25. MCCARTHY, Tom et ROBERTS, Dan, « Kerry Says US Official's ['Chicken---'] Jibe at Netanyahu Was Disgraceful and Damaging », *Guardian*, 30 octobre 2014, www.theguardian.com/us-news/2014/oct/30/john-kerry-condems-official-insult-netanyahu.

26. MEARSHEIMER et WALT, *Israel Lobby*, pp. 5-6. Pour une analyse des pressions mises par le Congrès sur la Maison-Blanche sur la question d'Israël et de l'Iran, voir PETERS, Jeremy W., « G.O.P.'s Invitation to Netanyahu Is Aiding Obama's Cause on Iran », *New York Times*, 28 janvier 2015, www.nytimes.com/2015/01/29/us/politics/netanyahu-invitation-helping-obama-within-his-party.html?_r=0.

27. « Obama: Israel's Security Sacrosanct », *Jerusalem Post*, 27 février 2008, www.jpost.com/landedpages/printarticle.aspx?id=93304.

28. Ce point est très bien expliqué par COOPER, Helene et BRONNER, Ethan, « Netanyahu Gives No Ground in Congress Speech », *New York Times*, 24 May 2011, www.nytimes.com/2011/05/25/world/middle-east/25diplo.html.

29. Pour un résumé de ces intérêts, voir NÉTANYAHOU, Benyamin, « PM Netanyahu's Remarks in the Knesset on Iran », ministère israélien des Affaires étrangères, 24 novembre 2014, <http://mfa.gov.il/MFA/PressRoom/2014/Pages/PM-Netanyahus-remarks-today-in-the-Knesset-24-November-2104.aspx>.

30. TAYLOR, Guy, « Israel's Benjamin Netanyahu: Iran Leader Hassan Rouhani Is a 'Wolf in Sheep's Clothing' », *Washington Times*, 1^{er} octobre 2013, www.washingtontimes.com/news/2013/oct/1/israels-benjamin-netanyahu-new-iran-leader-hassan-/?page=all.

31. SOLOMON, Jay et ABI-HABIB, Maria, « U.S., Iran Relations Move to Détente—Interests Align over Fight against Islamic State, Other Policies », *Wall Street Journal*, 28 octobre 2014, <http://online.wsj.com/articles/u-s-iran-relations-move-to-detente-1414539659>.

32. Pour la réponse aux critiques, voir « Obama Condemns Critics of Newly Brokered Interim Nuclear Deal with Iran », *Haaretz*, 25 novembre 2013, www.haaretz.com/news/middle-east/1.560153.

33. Bien que certains, et tout particulièrement des représentants des Démocrates, aient avancé que le sens politique et diplomatique américain agissait sous la doctrine d'un « nouveau réalisme », je persiste à penser que la politique étrangère américaine a toujours agi selon le même réalisme que par le passé, par lequel l'option la moins mauvaise est choisie parmi une série d'options terrifiantes, comme nous le verrons plus loin. Voir RICHARDSON, Bill, « A New Realism: A Realistic and Principled Foreign Policy », *Foreign Affairs*, janvier/février 2008, www.foreignaffairs.com/articles/63057/bill-richardson/a-new-realism.

34. Il s'agit précisément de la mise en garde proposée par des groupes de réflexion tels que RAND. Voir chap. 2, « Sectarianism and Ideology in the Saudi-Iranian Relationship », dans Frederic Wehrey et al., *Saudi-Iranian Relations since the Fall of Saddam: Rivalry, Cooperation, and Implications for U.S. Policy*. Santa Monica, CA : RAND Corporation, 2009, pp. 11-43.

35. Sur la complexité de ces deux facteurs, voir PARSI, Trita, *Treacherous Alliance: The Secret Dealings of Israel, Iran, and the United States*. New Haven, CT : Yale University Press, 2007.

36. EHTESHAMI, Anoushiravan et ZWEIRI, Mahjoob, *Iran and the Rise of Its Neoconservatives: The Politics of Tehran's Silent Revolution*. New York: I. B. Tauris & Co., 2007, pp. 99-100.

37. Cette relation a conduit à une série de conséquences imprévues dans la région. Certaines ont été les bienvenues, d'autres pas. Voir, par exemple, ROMANO, David et GURSES, Mehmet, éd., *Conflict, Democratization, and the Kurds in the Middle East: Turkey, Iran, Iraq, and Syria*. New York : Palgrave Macmillan, 2014.

38. ROTHROCK, James, *Live by the Sword: Israel's Struggle for Existence in the Holy Land*. Bloomington, IN : WestBow Press, 2011, pp. 148-49.

39. Pour de plus amples informations sur l'alliance russo-syrienne, voir ALLISON, Roy, « Russia and Syria: Explaining Alignment with a Regime in Crisis », *International Affairs* 89, n° 4, 2013, pp. 795-823.

40. Voir notamment WEIR, Fred, « Nuclear Curve Ball? Russia Inks Deal with Iran for New Reactors (+Video) », *Christian Science Monitor*, 12 novembre 2014, www.csmonitor.com/World/Europe/2014/1112/Nuclear-curve-ball-Russia-inks-deal-with-Iran-for-new-reactors-video.

41. Pour sa part, la Russie a intensifié son engagement dans la région. Voir Naumkin, Vitaly, « Russia Steps Up Its Middle East Policy », *Al-Monitor*, 11 décembre 2014, www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/12/russia-middle-east-policy-palestine-israel.html. Le pays bombarde même les éternels militants nationalistes anti-Assad. Voir Associated Press, « U.S. Warns Russia against Striking Non-Islamic State Groups in Syria », *Chicago Tribune*, 30 septembre 2015, www.chicagotribune.com/news/nationworld/ct-russia-airstrikes-syria-20150930-story.html.

42. Pour de plus amples détails sur le désir iranien de normalisation, voir MOUSAVIAN, Seyed Hossein, « Ten Reasons Iran Doesn't Want the Bomb », *National Interest*, 4 décembre 2012, <http://nationalinterest.org/commentary/ten-reasons-iran-doesnt-want-the-bomb-7802>. Pour l'accord, voir « Full Text of the Iran Nuclear Deal », Vienne, 14 juillet 2015, *Washington Post*, <http://apps.washingtonpost.com/g/documents/world/full-text-of-the-iran-nuclear-deal/1651/>.

43. Sur cette relation complexe, voir PARSI, *Treacherous Alliance*.

44. Pour un important regard sur la politique américaine à l'égard de la République islamique d'Iran, voir ANSARI, Ali M., *Confronting Iran: The Failure of American Foreign Policy and the Next Great Crisis in the Middle East*. New York: Basic Books, 2006.

45. Pour une série de réflexions sur ce sujet, voir ESPOSITO, John L., éd., *The Iranian Revolution: Its Global Impact*. Miami : Florida International University Press, 1990.

46. HERSH, Seymour M., « U.S. Secretly Gave Aid to Iraq Early in Its War against Iran », *New York Times*, 26 janvier 1992, www.nytimes.com/1992/01/26/world/us-secretly-gave-aid-to-iraq-early-in-its-war-against-iran.html.

47. Pour une description fondatrice de cette position, voir EDELMAN, Eric S., KREPINEVICH, Andrew F. Jr., et MONTGOMERY, Evan Braden, « The Dangers of a Nuclear Iran: The Limits of Containment », *Foreign Affairs*, janvier/février 2011, www.foreignaffairs.com/articles/67162/eric-s-edelman-andrew-f-krepinevich-jr-and-evan-braden-montgomer/the-dangers-of-a-nuclear-iran.

48. Pour une prévision de la situation, voir KEMP, Geoffrey et GAY, John Allen, *War with Iran: Political, Military, and Economic Consequences*. Lanham, MD : Rowman & Littlefield Publishers, 2013.

49. Pour un aperçu des critiques des négociations avec l'Iran, voir ZAKHEIM, Dov, « Obama's Dangerous Deal-Making with Iran », *Foreign Policy*, 6 novembre 2014, <http://foreignpolicy.com/2014/11/06/obamas-dangerous-deal-making-with-iran/>.

50. La position de l'Arabie Saoudite est décrite ici : NEUBAUER, Sigurd, « Saudi Arabia's Nuclear Envy: Washington Should Help Riyadh Keep Up with Tehran », *Foreign Affairs*, 16 novembre 2014, www.foreignaffairs.com/articles/142362/sigurd-neubauer/saudi-arabias-nuclear-envy.

51. Pour un aperçu de la perspective israélienne, voir LAPPIN, Yaakov, « Defense Minister Says 'Special Relations' in Place between Pentagon and Defense Ministry; Says Middle East a Tough Neighborhood Experiencing Chronic Instability », *Jerusalem Post*, 1er septembre 2014, www.jpost.com/Israel-News/Politics-And-Diplomacy/Israel-wont-allow-any-breach-of-sovereignty-Yaalon-tells-US-Foreign-Affairs-Committee-Delegation-373098.

52. SHERWOOD, Harriet, « Netanyahu's Bomb Diagram Succeeds—but Not in the Way the PM Wanted », *Guardian*, 27 septembre 2012, www.theguardian.com/world/2012/sep/27/binyamin-netanyahu-cartoon-bomb-un.

53. WILNER, Michael, « War Threat on Iran 'Heightened' If Nuclear Talks Fail, Obama Warns », *Jerusalem Post*, 16 janvier 2015, www.jpost.com/Middle-East/Obama-Cameron-reject-calls-for-more-Iran-sanctions-now-388001.

54. L'effondrement des devises était le comble de ce que la République islamique pouvait tolérer. Voir ERDBRINK, Thomas, « Iran's President Ties Recent Drop in Currency to U.S.-Led Sanctions », *New York Times*, 2 octobre 2012, www.nytimes.com/2012/10/03/world/middleeast/iran-president-mahmoud-ahmadi-nejad-ties-currency-drop-to-sanctions.html?_r=0.

55. ESFANDIARY, Dina, « Why Iranian Public Opinion Is Turning against the Nuclear Program », *Atlantic*, 16 mars 2012, www.theatlantic.com/international/archive/2012/03/why-iranian-public-opinion-is-turning-against-the-nuclear-program/254627.

56. BLACK, Ian et TISDALL, Simon, « Saudi Arabia Urges US Attack on Iran to Stop Nuclear Programme », *Guardian*, 28 novembre 2010, www.theguardian.com/world/2010/nov/28/us-embassy-cables-saudi-iran.

57. Pour un avis éclairé sur cette question, voir SANGER, David E., « Quick Turn of Fortunes As Diplomatic Options Open Up with Syria and Iran », *New York Times*, 19 septembre 2013, www.nytimes.com/2013/09/20/us/politics/on-mideast-heads-spin-over-shift-in-diplomacy.html?pagewanted=all&_r=0.

58. Pour un exemple de lien direct entre le printemps arabe et l'EI, voir SULLIVAN, Kevin, « Tunisia, After Igniting Arab Spring, Sends the Most Fighters to Islamic State in Syria », *Washington Post*, 28 octobre 2014, www.washingtonpost.com/world/national-security/tunisia-after-igniting-arab-spring-sends-the-most-fighters-to-islamic-state-in-syria/2014/10/28/b5db4faa-5971-11e4-8264-deed989ae9a2_story.html.

59. Pour une brève évaluation, voir ELAKAWI, Zaki Samy, « The Geostrategic Consequences of the Arab Spring », *Open Democracy*, 22 novembre 2014, www.opendemocracy.net/arab-awakening/zaki-samy-elakawi/geostrategic-consequences-of-arab-spring.

60. Cette position est encore débattue aujourd'hui. Voir FARHI, Farideh, « *NAIC Memo: US-Iran Dialogue Key to Regional Stability?* », National Iranian American Council, 12 décembre 2007, www.niacouncil.org/niac-memo-us-iran-dialogue-key-to-regional-stability.

61. Voir GERGES, Fawaz A., « The Obama Approach to the Middle East: *The End of America's Moment*. New York : Palgrave Macmillan, 2011. Pour consulter la déclaration d'Obama sur sa politique contre l'EI, voir « *President Obama on the Authorization for Use of Military Force* », C-Span, 11 février 2015, www.c-span.org/video/?324305-3/president-obama-statement-use-military-force-isis.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp